

# La bataille s'annonce serrée pour l'élection présidentielle en Autriche

Corinne Deloy

Analyse

6,3 millions d'Autrichiens âgés de plus de 16 ans sont appelés aux urnes le 24 avril prochain pour désigner leur président de la République. 6 personnes sont officiellement candidates à ce poste :

- Alexander van der Bellen (Les Verts, DG), 72 ans, ancien porte-parole du parti écologiste (1997-2008) ;
- Rudolf Hundstorfer (Parti social-démocrate, SPÖ), 64 ans, ancien ministre des Affaires sociales et de la Protection des consommateurs (2008-2016) ;
- Andreas Khol (Parti populaire, ÖVP), 74 ans, ancien président du Conseil national (*Nationalrat*), chambre basse du Parlement autrichien (2002-2006) ;
- Norbert Hofer (Parti libéral, FPÖ), 45 ans, actuel 3ème président du Conseil national ;
- Irmgard Griss, 69 ans, ancienne juge à la Cour suprême, se présente en candidate indépendante ;
- Richard Lugner, 83 ans, homme d'affaire exerçant dans le domaine du bâtiment, se présente en indépendant, Il est candidat pour la deuxième fois à la présidence de la République, ayant déjà tenté l'aventure en 1998 (il avait recueilli 9,91% des suffrages).

Selon les enquêtes d'opinion, aucun candidat ne devrait être en mesure de s'imposer le 24 avril. Si cette hypothèse se confirme, un 2ème tour de scrutin aura lieu le 22 mai.

## UNE BATAILLE TRÈS INCERTAINE

Selon le dernier sondage réalisé par l'institut Gallup et publié le 24 mars dernier, l'écologiste Alexander Van der Bellen arriverait en tête du 1er tour de l'élection présidentielle avec 25% des suffrages. Il devancerait de peu Norbert Hofer, qui obtiendrait 21% des voix ; Irmgard Griss, créditée de 19% des suffrages ; Rudolf Hundstorfer recueillerait 17% des voix et Andreas Khol 13%. Richard Lugner n'obtiendrait que 5% des suffrages.

Les candidats des deux partis de la coalition au pouvoir – Parti social-démocrate (SPÖ) et Parti populaire (ÖVP) – ne sont pas assurés d'être présents au 2ème tour. Aucun d'entre eux ne rassemble en effet sur son nom plus des 2/3 des sympathisants de son parti. Beaucoup de proches du SPÖ se déclarent ainsi prêts à voter en faveur d'Alexander Van der Bellen, tandis

que de nombreux sympathisants de l'ÖVP pourraient donner leur voix à l'indépendante Irmgard Griss. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moins l'un des 2 candidats des partis au pouvoir pourrait donc ne pas figurer au 2ème tour. Cette défaite serait historique et désastreuse pour le parti concerné et pour son dirigeant, c'est-à-dire l'actuel chancelier, Werner Faymann (SPÖ), ou Reinhold Mitterlehner (ÖVP).

Le thème des réfugiés, et plus largement des migrations, devrait dominer la campagne électorale, des sujets qui pourraient favoriser le candidat du FPÖ, Norbert Hofer. L'Autriche, située sur l'une des routes principales reliant la Turquie – d'où viennent la majorité des réfugiés – à l'Allemagne – où ils aspirent à se rendre –, est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés proportionnellement à sa population. La politique du gouvernement a cependant évolué au fil des semaines : la coalition du chancelier Werner Faymann a réinstauré le contrôle des frontières (fin janvier, Vienne a achevé la construction d'une barrière de 4 mètres de haut et de 3,7 kilomètres de long à sa frontière avec la Slovaquie,

## Présidentielle en Autriche

24 avril, 22 mai et 4 décembre 2016

le premier mur à être installé entre 2 pays membres de l'espace Schengen), instauré un quota de migrants autorisés à transiter chaque jour par l'Autriche (3 200) et réduit les aides sociales dont peuvent bénéficier les réfugiés et leur droit au regroupement familial.

### LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

La présidence de la République est, en Autriche, un poste essentiellement honorifique. Le chef de l'Etat désigne le Premier ministre et nomme l'ensemble de son gouvernement. Il dispose du pouvoir de destituer le gouvernement, ainsi que le Conseil national (*Nationalrat*), chambre basse du Parlement (à la demande du gouvernement), des pouvoirs dont aucun président de la République n'a encore jamais fait usage. En 1959, le chef de l'Etat Adolf Schärf (SPÖ) avait refusé de nommer un gouvernement de coalition qui réunissait des conservateurs de l'ÖVP et des membres

de l'Association des indépendants (VdU), parti d'extrême droite composée, entre autres, d'anciens membres du Parti nazi et avait fini par donner son aval à un gouvernement de coalition, qui rassemblait ÖVP et SPÖ.

Commandant en chef des armées, le président de la République autrichienne est élu pour 6 ans et son mandat n'est renouvelable qu'une seule fois. Tout candidat à la fonction présidentielle doit être âgé d'au moins 35 ans et recueillir un minimum de 6 000 signatures d'électeurs ou obtenir le soutien d'au moins 5 membres du Conseil national pour se présenter. Tout candidat recueillant plus de la moitié des suffrages est élu au 1er tour de scrutin. Lors d'un éventuel 2ème tour, une nouvelle personne peut venir remplacer l'un des candidats du 1er tour. Rappelons qu'en Autriche, le vote est obligatoire dans 4 des 9 *Länder* que compte le pays : le Tyrol, la Carinthie, la Styrie et le Vorarlberg.

#### Rappel des résultats de l'élection présidentielle du 25 avril 2010 en Autriche

Participation : 53,57%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
<b>Heinz Fischer (indépendant)</b>	2 508 373	79,33
<b>Barbara Rosenkranz (Parti libéral, FPÖ)</b>	481 923	15,24
<b>Rudolf Gehring (Chrétiens, CPÖ)</b>	171 668	5,43

Source : Site internet du ministère autrichien de l'Intérieur ([http://www.bmi.gv.at/cms/BMI\\_wahlen/bundespraes/bpw\\_2010/Ergebnis.aspx](http://www.bmi.gv.at/cms/BMI_wahlen/bundespraes/bpw_2010/Ergebnis.aspx))

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.